

*En mars 1979, quand il meurt aux Etats-Unis où il vivait en exil, le général Barzani a pu brièvement savourer sa revanche sur le destin : le Chah d'Iran qui l'avait trahi en concluant le 6 mars 1975 l'accord d'Alger avec Saddam Hussein et en interrompant brutalement son aide à la résistance kurde, a été renversé par la révolution islamique de l'ayatollah Khomeini, et il a à son tour pris le chemin amer de l'exil... Nous venions de publier le Mouvement National Kurde (Flammarion, 1979), et Eric Rouleau nous demande de rédiger pour Le Monde une notice biographique, dans laquelle nous retraçons la longue lutte du Roi non couronné du Kurdistan.*

*La disparition du général Barzani clôt un long chapitre de l'Histoire kurde en Irak. L'actualité va dès lors se déplacer au Kurdistan d'Iran, où la Révolution iranienne favorise – brièvement – l'essor du mouvement kurde.*

## LE GÉNÉRAL BARZANI : SOUTENU, PUIS LÂCHÉ PAR LA CIA

La nouvelle de la disparition du général Barzani, le 1<sup>er</sup> mars 1979, aux Etats-Unis, est parvenue à Mahabad, ville kurde située à un millier de kilomètres au nord-ouest de Téhéran, au moment où le PDKI célébrait officiellement sa légalisation après plus de trente ans d'activités clandestines.

"Quand j'ai ouvert mes yeux, j'étais déjà un esclave ! À ce moment-là, j'avais trois ans". Pour Moulla Moustafa Barzani, il n'y eut jamais de répit : son existence, à l'image de celle du peuple kurde, fut une lutte perpétuelle contre la répression.

Né en 1904 à Barzan, petit village se trouvant aujourd'hui dans le Kurdistan irakien, Moulla Moustafa fut jeté en prison, pour la première fois par les Turcs en 1909, avec sa mère et ses frères, après la première révolte de son frère aîné, cheikh Abdes Salam II. Cinq ans plus tard, cheikh Abdes Salam II était pendu par les Turcs. Né dans une famille de cheikhs, des chefs religieux qui, à l'instar des ayatollahs iraniens d'aujourd'hui, furent amenés à jouer un rôle politique de plus en plus prépondérant, Moulla Moustafa sut donc très vite que, dans un Kurdistan divisé alors entre un empire ottoman et un empire perse en pleine décadence, il fallait, pour être kurde, se battre. Les soulèvements se succèdent : contre les Britanniques en 1919 ; contre le pouvoir central irakien en 1931 et 1932 ; puis en 1933 et 1934. Après dix ans de semi-captivité, Barzani reprend la lutte

en 1943. Poursuivi par l'armée irakienne, trahi par certaines tribus kurdes soudoyées par le gouvernement, il doit se réfugier en 1945 en Iran, où la République kurde de Mahabad le fait général. Mais après le retrait des forces soviétiques d'Iran, en mai 1946, l'effondrement de la République de Mahabad est inéluctable : et Barzani doit prendre à nouveau le chemin de l'exil, cette fois-ci en URSS. Il n'en revient que dix ans plus tard, avec la révolution qui renversa la monarchie irakienne en juillet 1958. Mais la lune de miel entre les Kurdes et le régime du général Kassem est brève. En mars 1961, Barzani regagne les montagnes du Kurdistan irakien et, dès l'été 1961, la guerre commence. Une guerre entrecoupée de nombreuses trêves, marquant les changements de régime qui se succèdent à Bagdad.

Dès 1964, le général Barzani a consolidé son pouvoir sur un territoire qu'il conservera jusqu'à l'effondrement de son mouvement en 1975 : adossé aux frontières iranienne et turque, le bastion kurde couvre une superficie d'environ 35.000 kilomètres carrés. Certes, aucune des grandes villes kurdes n'est incluse dans ce bastion, mais environ la moitié de la population du Kurdistan irakien, soit un million d'habitants, vit sur le territoire libéré par les nationalistes kurdes. Pratiquement toute la frontière entre l'Irak et la Turquie et près du tiers de la

frontière iranienne échappent totalement au contrôle du gouvernement de Bagdad. À l'intérieur de ce bastion, le pouvoir de Barzani est absolu, bien plus grand que celui du Premier ministre d'une région autonome. À l'âge de soixante ans, Barzani, en qui l'on n'avait vu, jusqu'à présent, qu'un chef de bande, un chef militaire aux aspirations nationalistes plus ou moins confuses, devient un homme d'Etat. Après l'avoir qualifié de "général rouge" pendant son exil en URSS, on découvre en Barzani un "patricien révolutionnaire". En fait, il est le roi non couronné du Kurdistan. De taille moyenne, portant l'habit kurde traditionnel, le général Barzani frappe tous ses interlocuteurs par la vivacité de son regard pétillant, malicieux sous les gros sourcils broussailleux caractéristiques. De sa personne, malgré l'âge et l'embonpoint, se dégage une impression de grande force physique et d'énergie inaltérable.

Le personnage paraît monolithique, d'une volonté d'acier. Pourtant, Barzani surprendra ses visiteurs par ses accès de découragement, de lassitude : "Les Kurdes n'ont pas d'amis", répétait souvent Barzani. En fait, une seule chose l'intéressait : la grande diplomatie et la recherche d'un protecteur. Comme les notables kurdes de Constantinople – qui essayèrent naïvement, pendant les années 1920, d'amener la France ou l'Angleterre à leur octroyer l'autonomie ou l'indépendance du

Kurdistan – comme son frère cheikh Abdes Salam II, qui implora les Britanniques de venir faire régner l'ordre au Kurdistan, Barzani était convaincu que seule la protection d'une grande puissance ferait le bonheur des Kurdes.

## DES RAPPORTS COMPLEXES AVEC LE CHAH

Après avoir misé sur les Britanniques jusqu'en 1945, Barzani fut peut-être tenté de s'appuyer sur les Soviétiques. Mais, après avoir vu la façon dont ils lâchèrent la République de Mahabad, il réalisa que les Américains étaient la puissance dominante au Proche-Orient. Dès lors, Barzani n'aura qu'une seule obsession : obtenir à tout pris l'appui des Etats-Unis, offrant en échange de renverser le gouvernement de Kassem, puis celui du Baas, ou soulignant la position stratégique du Kurdistan sur le flanc méridional de l'URSS ; ou faisant miroiter le pétrole de Kirkouk.

En 1972, le drame se noue. Après la signature du traité irako-soviétique en avril, Kissinger, qui s'était opposé jusqu'alors à toute intervention de la CIA en faveur des Kurdes, fait volte-face. Fin mai 1972, au cours d'un entretien confidentiel avec le chah d'Iran, pour contrer la pénétration soviétique dans la région stratégique qu'est le Golfe Persique, le président Nixon donne le feu vert à un plan de la CIA qui permettra à Barzani de recevoir quelque 16 millions de dollars entre août 1972 et mars 1975. De son côté, le chah fournira à Barzani une aide auprès de laquelle celle de la CIA était minuscule, à en croire une commission d'enquête américaine. Israël, enfin, fournit une certaine aide à Barzani, des membres de la communauté juive qui avaient émigré du Kurdistan irakien en 1950 servant d'intermédiaires entre le gouvernement israélien et Barzani, qui fera plusieurs voyages en Israël. Dès lors, Barzani se laisse entraîner dans une dépendance croissante de l'aide iranienne, sans jamais se départir de la plus grande méfiance quant aux intentions du chah : depuis la République de Mahabad, il savait exactement à quoi s'en tenir sur la conception qu'avait celui-ci du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais Barzani avait une confiance aveugle dans les Etats-Unis. Et, malheureusement, personne, dans son entourage, n'a su lui

dire que le gouvernement américain n'était pas nécessairement lié par une opération de la CIA. Pendant le conflit israélo-arabe d'octobre 1973, Barzani demande à Kissinger s'il peut lancer ses pechmergas (les partisans kurdes) contre l'armée irakienne. Celui-ci l'en dissuade. Il est clair aujourd'hui que, tout en voulant entretenir un cancer qui minait le régime irakien, ni lui ni le chah ne souhaitaient le succès des Kurdes pour parvenir à une véritable autonomie, encore moins à une sécession.

La guerre du Kurdistan risquait de déboucher sur un conflit ouvert entre l'Iran et l'Irak, quand, le 6 mars 1975 à Alger, on assiste à une réconciliation spectaculaire entre l'Iran et l'Irak : le chah et Saddam Hussein se donnent l'accolade et annoncent la conclusion d'un accord global, qui comporte notamment la renonciation de l'Irak à toutes ses revendications territoriales en échange de la suppression de toute aide iranienne aux Kurdes. Quelques heures plus tard, les Iraniens retirent du Kurdistan leur artillerie et leurs missiles.

Le 10 mars 1975, Barzani envoyait un message désespéré à l'antenne de la CIA à Téhéran, disant notamment : "Nous sommes menacés d'une destruction complète. Tout cela est sans explication. Nous en appelons au gouvernement américain et à vous d'intervenir, conformément à vos promesses". Ce message devait rester sans réponse. C'était la fin. Le 30 mars au soir, Barzani se réfugiait en Iran, tandis que la rébellion kurde s'effondrait.

Dans l'une des dernières interviews qu'il

a accordées après avoir obtenu le droit d'asile aux Etats-Unis, Moulla Moustafa Barzani devait refuser de retracer l'histoire de ses quarante ans de lutte pour les droits nationaux du peuple kurde en disant avec amertume : "Il n'y a pas lieu de le faire... J'ai raté, j'ai échoué... ma plus grande erreur fut de me tromper sur le gouvernement américain, qui nous a trahis" (*Washington Star*, 18 avril 1978).

Jusqu'au dernier moment, le destin s'est acharné contre lui. Le roi non couronné du Kurdistan irakien est mort en exil, sans avoir pu satisfaire son dernier souhait : atteint d'un cancer incurable, il a été foudroyé par une crise cardiaque au moment où il s'apprêtait à revenir mourir en terre kurde, dans un Kurdistan iranien libéré de l'oppression du chah.

*Le Monde*, 4-5 mars 1979

### *Irak 1974*

*C'est la dernière photo que nous avons prise du général Barzani. C'est à Haj Omran, un après midi de septembre 1974. Nous venons de l'accompagner dans sa promenade quotidienne, nous l'avons salué, et nous commençons à rentrer chez nous quand, en nous retournant une dernière fois, nous le voyons tout seul sur cette route. L'instinct du photographe est trop fort, le doigt appuie sur l'obturateur : nous ne le reverrons plus jamais...*





*Irak - Iran 1979*

*Cheikh Ezzedine Hussein se rendant au quartier général du PDKI*

*Après avoir découvert accidentellement la question kurde en 1971, nous en sommes devenus, en un peu moins de dix ans, des spécialistes, guidés, heureusement, par de nombreux amis kurdes. Après avoir publié le Mouvement National Kurde, dans lequel nous avons été parmi les premiers à exploiter les très riches archives britanniques, nous élargissons le champ de nos reportages au Kurdistan d'Iran et de Turquie.*

*En octobre 1979, nous faisons notre premier reportage au Kurdistan de Turquie. Grâce à Kendal Nezan, de l'Institut kurde de Paris, nous rencontrons Mehdi Zana, alors maire de Diyarbakir, et Mahmut Begik, un de ses assistants. Et nous avons nos premiers contacts avec les dirigeants des partis kurdes de Turquie. Après des décennies de soumission, les Kurdes de Turquie redressent la tête: c'est le réveil, et la multiplication des partis, qui rêvent tous d'indépendance. Nous poursuivons notre voyage jusqu'à Dogu Bayazit, et nous franchissons la frontière iranienne à Bazargan. Après avoir passé quelques jours avec nos amis du PDK irakien au camp de Zioua, nous rejoignons les pechmergas du PDKI d'Abdoul Rahman Ghassemloo.*

*Quel chemin parcouru depuis notre première rencontre au QG du général Barzani en 1971... Le réfugié qui travaillait au ministère du Plan à Bagdad, est devenu le chef d'une guérilla forte de plusieurs milliers de combattants qui menace le régime islamique de Khomeini. Le temps où il réunissait clandestinement un congrès du PDKI à Bagdad en 1973, et une conférence du bureau politique du parti dans un château du Loir et Cher, en France, en 1977, appartient à un autre âge. Et quand il tient un grand meeting sur la place des quatre lanternes, à Mahabad, le 20 novembre 1979, à l'endroit même où Qazi Mohammed, le président de la République kurde de Mahabad a été pendu trente ans auparavant, les Kurdes d'Iran peuvent espérer que leur rêve va enfin se réaliser. Pendant ce temps, les Kurdes irakiens n'en finissent pas de faire le bilan de l'effondrement du mouvement du général Barzani en mars 1975 et de s'entre-déchirer. Nous rencontrons pour la première fois Jelial Talabani à son quartier général de la Vallée des partis d'où il dirige l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), le nouveau parti qu'il a fondé en 1976 et qui ne cessera de disputer au PDK la direction du mouvement kurde irakien.*

*Nos articles qui développent en mode reportage certains des éléments de l'enquête constituent un état des lieux rigoureux à la fin de cette décennie 1970 qui a vu tant de bouleversements au Kurdistan, et posent la question, toujours pas résolue, de l'unification du mouvement kurde.*

## LA POUDRIÈRE KURDE

*Une vallée, à la frontière de l'Iran et de l'Irak, est devenue le refuge de la résistance kurde. De part et d'autre de la frontière se sont installés les nouveaux partis kurdes irakiens fondés après l'effondrement du mouvement kurde en 1975 et les partis kurdes iraniens qui viennent de rompre avec le nouveau régime islamique et commencent la lutte armée. En Turquie, après des dizaines d'années de répression terrible, c'est le réveil. De nombreuses organisations émergent, mais n'arrivent pas à mettre en place un front uni. On assiste dans tout le Kurdistan à une radicalisation du mouvement kurde. Kurdes d'Irak et d'Iran ont repris les armes. À quand la lutte armée au Kurdistan de Turquie ?*

### FAIBLESSES D'UNE RÉSISTANCE DIVISÉE

La vieille nation démantelée s'acharne, face aux Etats, à affirmer son identité.

Mais le rêve du Grand Kurdistan n'a pas été le ciment de la lutte.

La création d'un Kurdistan indépendant avait été prévue, en 1920, par le traité de Sèvres. Soixante ans plus tard, le peuple kurde reste écartelé entre cinq pays : la Turquie (6 à 8 millions), Iran (5,5 millions), Irak (2,5 à 3 millions), et, dans une moindre proportion, Syrie et URSS (respectivement 500.000 à 800.000 et 300.000) (1). Les Kurdes n'ont pas cessé, depuis lors, de lutter pour affirmer leur identité nationale. Mais, comme leur territoire, leur mouvement national est éclaté.

La révolution islamique à Téhéran avait fait naître de grands espoirs – bientôt noyés dans le sang – au Kurdistan iranien où l'affrontement armé a repris. Mais, apparemment, rien de nouveau en Turquie ou en Irak. Victime d'une répression qui frappe systématiquement les intellectuels, le mouvement kurde est privé de dirigeants de stature et en proie à un factionnalisme extrême. Dresser un bilan de son action, en 1980, c'est d'abord esquisser un tableau de ses branches rivales.

Cependant, il existe aujourd'hui une sorte de quartier général de la résistance kurde, en un lieu de la frontière irano-irakienne que dominent des sommets enneigés à plus de 3.500 mètres. Quelques huttes près d'une petite rivière – un torrent, plutôt

– qui n'a même pas de nom. Mais, déjà, celui de Vallée des partis commence à être connu dans tout le monde kurde. C'est, en effet, dans cette zone libérée, qui échappe totalement au contrôle des autorités iraniennes et irakiennes, que se trouvent les quartiers généraux des principales formations de la résistance kurde: Parti démocrate du Kurdistan iranien (PDKI), d'Abdoul Rahman Ghassemlou ; Union patriotique du Kurdistan irakien (UPK), de Jelial Talabani ; Parti socialiste unifié du Kurdistan irakien, du Dr Mahmoud Osman, et depuis peu, Parti communiste irakien, qui, après avoir rompu avec le régime de Bagdad, a décidé de passer, lui aussi, à la lutte armée. Cheikh Ezzedine Hussein, chef religieux kurde iranien proche du Komala (Comité marxiste-Léniniste du Kurdistan), y est également installé. La Vallée des partis est en même temps un immense camp d'entraînement militaire, une école de la révolution où de jeunes militants – les plus de 30 ans sont rares – confrontent leurs opinions sur les enseignements de Marx, Lénine, Mao, Guevara, et... Enver Hodja. C'est enfin le symbole des divisions d'un mouvement nationaliste plus partagé que jamais, alors que la révolution iranienne, la grave crise économique et politique en Turquie et la reprise de la lutte armée au Kurdistan irakien pourraient offrir une occasion unique à ceux qui souhaitent reconstituer le Kurdistan démembré par le traité de Lausanne il y a un peu moins de soixante ans.

Les mouvements kurdes irakiens et iraniens, engagés dans une lutte armée

sans merci, envisagent cependant la solution du problème kurde dans le seul cadre de leurs Etats respectifs et ne demandent que l'autonomie ; tandis que le mouvement kurde de Turquie, émergeant à peine de plusieurs dizaines d'années d'une répression sans pitié et encore incapable de soutenir une lutte armée, ne demande, lui, rien moins que l'indépendance.

### EN TURQUIE : LE RÉVEIL

Pour venir à bout du terrorisme, le gouvernement turc a proclamé la loi martiale dans la plupart des provinces du Kurdistan, au mois de mai de l'année dernière. Des milliers de personnes ont été arrêtées – plus de 5.800 pour la seule région de Diyarbakir. L'armée multiplie les barrages sur les routes et aux portes des villes, fouillant les passagers et les coffres des véhicules. À l'improviste, elle cerne un café, et en fouille tous les clients. Mais le dirigeant d'une organisation kurde illégale, condamné à plus de quarante ans de prison, peut discuter à la terrasse d'un café pendant plus de quatre heures avec un journaliste.

Le secrétaire général d'une autre organisation peut exposer en toute quiétude le programme de son parti dans la mesure d'un petit village, à moins de 50 mètres d'un soldat qui surveille attentivement la frontière – une frontière à travers laquelle

passent des tonnes d'armes. Les membres du comité central d'une troisième organisation peuvent se réunir dans un autre village, à quelques kilomètres d'une grande ville où l'armée fait une nouvelle

### *En Turquie, les Kurdes... se considèrent comme une nation colonisée et occupée. Et ils veulent l'indépendance*

démonstration de force. Car l'armée et la police ne voient rien, ne peuvent rien voir. C'est toute une population qui est entrée en dissidence. En Iran et en Irak, les Kurdes se considèrent comme des minorités et entretiennent avec le gouvernement central des relations ambivalentes. En Turquie, ils se considèrent comme une nation colonisée et occupée. Et ils veulent l'indépendance. Bien que résolus à passer le plus rapidement possible à la lutte armée, ils en sont encore, pour la plupart, au stade de la prise de conscience et de l'organisation – phénomènes que les polices du monde entier sont impuissantes à contrôler.

## UNE ASSIMILATION PRESQUE RÉUSSIE

La politique d'assimilation du gouvernement turc a bien failli réussir. Dans les gros bourgs, il avait construit des pensionnats dans lesquels les jeunes paysans kurdes passaient leurs cinq années d'instruction primaire obligatoire. L'emploi de la langue kurde y était interdit, et les jeunes kurdes devaient apprendre, avec la langue turque, à devenir de bons citoyens turcs, de bons kémalistes.

Souvent, les familles se faisaient – pour des raisons économiques – les complices de cette campagne d'assimilation : *"Mon père était un nationaliste qui avait participé au mouvement de Cheikh Saïd"* (2), dit un instituteur militant aujourd'hui dans une des organisations kurdes illégales. Mais nous étions dix frères et sœurs : mon

père avait peu de terres, et il voulait en finir avec cette misère. Il voulait que je devienne instituteur. Au Kurdistan, avoir un diplôme d'instituteur, c'est un rêve, c'est l'indépendance économique assurée. Pour ça, la langue kurde n'était pas utile, au contraire. Croyez-le si vous pouvez, mon père exigeait que nous parlions turc à la maison – et il y avait une petite boîte dans laquelle nous devions mettre une pièce de 25 kurus (centimes) chaque fois que nous employions un mot kurde.

*"Après avoir ainsi passé cinq ans à l'école primaire, et autant dans le secondaire, puis un stage à l'école normale d'instituteurs, j'étais complètement conditionné : pour moi, j'étais un Turc, et tout ce qui était kurde était quelque chose de honteux"*. Presque tous les militants de trente ans racontent la même histoire.

*"Il y a en Turquie des milliers de Kurdes qui se prennent pour des Turcs, et moi j'étais l'un d'eux"*, dit un autre militant.

C'est le plus souvent vers vingt ans, après avoir milité dans une des nombreuses organisations de la gauche turque, que les jeunes Kurdes prennent conscience de leur identité. Mais ils sont généralement incapables d'expliquer le mécanisme de cette prise de conscience qui débute dans les années 60 et s'exprime au sein du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Turquie, fortement influencé par le général Barzani, et du POT (Parti ouvrier du travail). Comme en Iran et comme en Irak, le mouvement plonge ses racines dans un courant purement nationaliste et dans un courant socialiste. Mais, très vite, le Parti communiste se révèle incapable de proposer une solution satisfaisante du problème, et, après avoir milité dans des organisations autonomes au sein du POT, les nationalistes kurdes fondent les D.D.K.O. – foyers culturels révolutionnaires de l'Est. À partir de 1971, le mouvement se radicalise : après le coup d'Etat militaire du 12 mars 1971, les militants kurdes jugés à Diyarbakir posent le problème en termes politiques, affirmant que la Constitution traite les Kurdes comme des esclaves, comme des colonisés, et récusant en bloc le système politique du pays.

Quelques années plus tard, vers 1975, on assiste à la fondation d'un certain nombre d'organisations nationalistes kurdes qui ont toutes le même objectif – l'indépendance du Kurdistan – sans que l'on puisse toujours distinguer si ce factionnalisme extrême est dû à des raisons idéologiques ou à des

rivalités personnelles.

À droite, une seule organisation, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Turquie, est toujours solidement implanté dans le sud du Kurdistan, en particulier près de la frontière syrienne et irakienne. Lors de son congrès d'octobre 1977, le PDK adopte à son tour l'objectif de l'indépendance, et se déclare "ouvert aux principes marxistes-léninistes", pour reprendre l'expression de son nouveau secrétaire général. En fait, le PDK de Turquie reste fortement conservateur et entretient des rapports étroits avec le PDK irakien auquel il fournit une assistance déterminante en assurant l'acheminement des cargaisons d'armes infiltrées par la frontière syrienne. La plupart des militants de la gauche kurde de Turquie, tout en critiquant les positions réactionnaires du PDK, s'accordent à reconnaître qu'il est probablement le seul mouvement doté d'une implantation et d'une organisation suffisantes pour être qualifié de parti.

À gauche, la confusion est totale. Trois organisations – Ozgurluk, le DDKD et le KUK – ont cependant réussi à signer, en mars 1980, une déclaration commune, avec l'espoir de former ce qu'on pourrait appeler le parti communiste du Kurdistan de Turquie.

Animé par des intellectuels regroupés autour de deux revues, *Ozgurluk* (La Liberté) et *Roja Walat* (le Soleil du pays), Ozgurluk préconise l'indépendance du Kurdistan de Turquie et sa fédération avec un Etat turc démocratique. Estimant que la division du Kurdistan est aujourd'hui une "réalité très claire", et rejetant le projet de Grand Kurdistan comme utopique, Ozgurluk est sans doute l'organisation kurde qui entretient les meilleurs rapports avec la gauche turque, en particulier avec le TKP, (Parti communiste de Turquie). Elle est résolument pro soviétique et anti chinoise. Mais sa scission, fin 1978, en deux organisations rivales, Ozgurluk et Ozgurluk Yolu (le Chemin de la liberté), devait considérablement affaiblir cette organisation dont plusieurs leaders ont été obligés de plonger dans une clandestinité totale.

Quant au DDKD (Association culturelle démocratique et révolutionnaire), fondé en 1974, il comportait à l'origine trois organisations autonomes, à Istanbul, Ankara et Izmir. Par la suite, son activité devait s'étendre au Kurdistan proprement dit. Se définissant comme un mouvement

national démocrate fondé sur l'idéologie marxiste, le DDKD dispose de deux revues – *Jina Nu* (Temps nouveaux) et *Tirech* (l'Aube) – pour diffuser ses idées. Pour lui, le peuple kurde forme un seul peuple, artificiellement divisé après la première guerre mondiale. Seule la libération et l'indépendance des quatre parties du Kurdistan (en Iran, en Irak, en Turquie et en Syrie) peuvent apporter une solution. Il préconise à cette fin la création d'une organisation centrale pour les quatre régions et le recours à la lutte armée. Le DDKD entretient de médiocres relations avec les partis de la gauche turque (TIP, Parti ouvrier du travail; TSIP, Parti socialiste ouvrier de Turquie; TKP, Parti communiste de Turquie) qui ne conçoivent pas de solution au problème kurde hors du cadre de la Turquie et la circonscrivent à un fait de sous-développement régional sans aucun rapport avec la dépendance coloniale. Par ailleurs, le DDKD est, lui aussi, résolument pro soviétique et anti chinois.

Le KUK (Partisans de la libération nationale du Kurdistan), issu d'une scission du PDK de Turquie après le congrès de 1977, représente l'aile gauche, marxisante, d'un parti qui n'a pas encore su se dégager de l'influence des barzanistes. Partisan d'une indépendance d'abord limitée du Kurdistan de Turquie, le KUK envisage dans une première étape sa fédération avec un Etat turc socialiste. Mais il juge sévèrement les organisations actuelles de la gauche (TIP, TSIP, TKP) considérées comme révisionnistes et mise sur la véritable classe ouvrière de Turquie, encore inorganisée.

En marge de ces formations, un groupe d'intellectuels, regroupés autour d'un avocat, Ruchen Aslan, (emprisonné à la fin de 1979), fondèrent une revue qui devait donner son nom à leur groupe: Rizgari. Dans cette publication bilingue (en kurde et en turc), ils voulaient étudier "l'histoire du mouvement national kurde et proposer des perspectives". La revue fut saisie et interdite dès la sortie du premier numéro, le 21 mars 1976. Dans les neuf numéros et les huit brochures publiés clandestinement depuis lors, les militants de Rizgari se font, eux aussi, les avocats de l'indépendance des quatre régions du Kurdistan. En outre, tirant les leçons de l'échec du mouvement palestinien, dû, selon eux, au fait que les Palestiniens circonscrivent leur lutte au seul territoire palestinien, ils soutiennent qu'il faut tout d'abord construire un mouvement révolutionnaire au Kurdistan,

puis rassembler tous les Kurdes dans un seul front national; enfin, "faire la révolution au Proche-Orient avec la participation des ouvriers arabes, turcs et persans".

Ce qui distingue Rizgari des autres mouvements est son attitude très critique à l'égard de l'URSS. "Jamais le PC soviétique n'a fait de déclaration sur le droit des Kurdes à disposer d'eux-mêmes, déclare l'un de ses dirigeants encore en liberté, constatant que l'URSS ne fournit aucune aide à la lutte du

*Dessin paru dans Le Monde Diplomatique de septembre 1980 reproduit avec l'aimable autorisation de Plantu*



*PDK en Iran, mais qu'elle aide le Baas, qui opprime les Kurdes d'Irak". Ce qui n'empêche pas Rizgari de miser sur l'aide de l'Union Soviétique "le jour où le mouvement kurde sera devenu une force politique dont elle devra tenir compte en tant que grande puissance".*

## LE RÔLE DES PAYSANS

Plus systématiquement antisoviétique, le mouvement maoïste Kawa (qui tire son nom de la mythologie kurde) lutte pour l'indépendance du Kurdistan, tout en mettant presque sur le même plan la lutte contre l'URSS. Ses militants affirment que Moscou fournit armes et argent à certaines organisations kurdes qu'il utilise pour sa politique expansionniste. Après la mort de son leader, Fehrit Ouzoun, un jeune ingénieur de Siverek, abattu le 22 novembre 1978 par les milices d'un grand féodal de la ville, le mouvement s'est scindé à son tour en deux organisations rivales, l'une prochinoise et l'autre pro-albanaise. Enfin, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) est le mouvement le plus controversé. Créé en 1976 par un ancien étudiant en sciences politiques originaire d'Ourfa, d'abord connu sous le sigle d'APO (surnom en kurde de son chef, Abdulla Ocalan), il prit son nom actuel en 1978. Le PKK se distingue de toutes

les organisations précédentes en ce qu'il prône le recours immédiat à la lutte armée qui, seule, affirme-t-il, permet d'éveiller la conscience politique des paysans, en "leur montrant que le pouvoir colonial est faible, qu'il est possible d'agir contre lui". Ses militants remportèrent d'abord un certain nombre de succès auprès des paysans qui les accueillirent et les aidèrent sans que l'on puisse pour autant parler de zones libérées.

Mais après la proclamation de l'état de siège, les dirigeants du parti se divisèrent sur l'opportunité de poursuivre la lutte armée, certains affirmant que cela ne ferait qu'accroître la répression et aggraver le sort des paysans. Au cours d'une réunion à la fin de l'année dernière, Apo, le leader du PKK, aurait reconnu le bien-fondé de cette thèse. Mais les partisans n'ont pas arrêté la lutte, en particulier dans la région de Siverek, où les affrontements ont fait plus de deux cents morts depuis le mois de mai 1979. Les adversaires du PKK, en particulier le DDKD, le KUK et Ozgurluk, y voient la preuve que ce parti est infiltré par des provocateurs travaillant pour le compte des services spéciaux turcs.

On ne peut s'empêcher de ressentir un profond malaise devant le factionnalisme extrême des organisations kurdes, qui n'hésitent pas à recourir aux armes pour régler leurs différends. Retranchés derrière un langage abstrait et théorique, les dirigeants de ces organisations n'hésitent pas à imputer le foisonnement des organisations kurdes de Turquie au fait que "les intellectuels kurdes de Turquie sont plus scientifiques" que les Kurdes d'Iran ou d'Irak. Quant aux règlements de comptes, il faut y voir, dira l'un d'eux, la preuve que "notre organisation est meilleure en Turquie ; nous réglons d'abord les problèmes entre nous, alors nous aurons seulement un ennemi en face de nous : le colonialisme, l'impérialisme". Si toutes ces organisations s'inspirent du marxisme, chacun affirme, de surcroît, être la seule détentrice du véritable marxisme. À l'exception du PKK, toutes les organisations de la gauche kurde s'inspirent, en effet, de schémas marxistes classiques. Pour elles, c'est la classe ouvrière kurde qui doit diriger le mouvement révolutionnaire, car "la prise de conscience d'un paysan ne va que jusqu'aux limites de la terre qu'il veut avoir". Cependant, la classe ouvrière est pratiquement inexistante au Kurdistan de Turquie, 99% des industries étant implantées dans la région proprement

*Iran 1979*

*Vallée des partis, au centre, Abdoul Rahman Ghassemlou, secrétaire général du PDKI, s'entretenant avec un chef des pechmergas*



turque du pays. Si prolétariat kurde il y a, il se trouve dans les couronnes des grandes villes: Ankara, Istanbul, Izmir et Izmit, où vivent plusieurs centaines de milliers de Kurdes. De loin le plus sous-développé de toutes les parties du Kurdistan, le Kurdistan de Turquie est un pays essentiellement rural : sans mobilisation paysanne, l'avenir du mouvement paraît mal assuré dans ce pays. À la limite de la survie, les paysans du Kurdistan vivent le plus souvent sur des terres qui appartiennent à de grands propriétaires ou aghas, dont les propriétés s'étendent sur 10.000 donums (1.000 hectares environ) ou plus. Pour une journée de travail, ils touchent environ 250 livres – de quoi acheter 10 kilos de pain. Habitant le plus souvent dans des masures, que rien ne distingue des bauges qui abritent leur bétail, ils ignorent souvent le turc. 75% des Kurdes ne savent ni lire ni écrire, selon un intellectuel pour qui *"les Turcs ne sont même pas capables de nous donner leur culture"*. Et s'ils doivent aller en ville pour une démarche administrative, ou pour voir un médecin, ils sont accompagnés d'un interprète, qui leur est fourni par l'agha ou le chef de tribu – autre moyen de contrôler les paysans et de se créer une clientèle. Dans les villages, lors des élections, l'agha sait exactement comment vote chacun, et il faut beaucoup de courage pour voter contre son désir – au risque de perdre sa terre, son travail et son pain.

Le sous-développement économique et culturel des campagnes est évident, mais les organisations nationalistes kurdes n'ont encore rien fait pour exploiter cet immense potentiel de révolte. Comme le fait remarquer un ancien cadre du PKK : *"Ankara ne nous donne rien pour nous garder"*.

## LUTTES FRATRICIDES EN IRAK

Le 6 mars 1975 à Alger, à l'occasion d'une réunion de l'OPEP, l'Iran et l'Irak signaient un accord de réconciliation aux termes duquel le chah s'engageait notamment à cesser son assistance aux autonomistes kurdes d'Irak. Ce fut le désarroi parmi les Kurdes irakiens réfugiés à Nagadeh (Iran), et l'on crut à l'effondrement du mouvement en Irak. Cependant, dès le 22 mai (1975), un certain nombre de militants de la gauche

du PDK irakien, réunis dans un hôtel de Mahabad, fondaient le Mouvement social-démocrate du Kurdistan irakien, qui allait vite se transformer en Mouvement socialiste du Kurdistan. Parmi les fondateurs : Ali Askari, Omar Dababa et le Dr Khaled, liés depuis 1964 à la faction du PDK animée par Jelal Talabani et Ibrahim Ahmed ; et des personnalités moins connues comme Taher Ali Wali et Rassoul Mamand.

À peu près au même moment des militants d'extrême gauche fondaient le Comité marxiste-léniniste du Kurdistan ou Komala, tandis que des démocrates, tels Jelal Talabani, Kemal Khoshnao et Kemal Fouad, réunis dans une troisième organisation, la Ligne générale, mettaient sur pied le Comité préparatoire de l'Union patriotique du Kurdistan, chargé d'élaborer un programme, et de réunir toutes les organisations démocrates et socialistes du Kurdistan irakien. Lorsque, le 1<sup>er</sup> juin 1976, une quarantaine de militants du Komala venus de Syrie pénètrent dans le Badinan, dans le nord-ouest du Kurdistan irakien pour y reprendre la lutte, l'union de ces diverses organisations n'est pas encore

*"Les Turcs ne sont même pas capables de nous donner leur culture"*

réalisée. Manifestement l'expédition est prématurée : un mois après son entrée au Kurdistan, son chef, Ibrahim Azou, est capturé et exécuté.

Quelques mois plus tard, les dirigeants du Mouvement socialiste du Kurdistan, Ali Askari et le Dr Khaled, pénètrent à leur tour au Kurdistan irakien. Mais ils établissent leur base dans une région qu'ils connaissent bien, dans le secteur de Kala Diza - Koy Sanjak, dans le sud-est. Très vite, un millier de pechmerga rallient Ali Askari. La situation est suffisamment favorable, sur le plan militaire, pour permettre, un an après la reprise de la lutte armée, la réunion, du 30 août au 12 septembre 1977, du congrès constitutif de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), auquel participent soixante-trois délégués, dont Jelal Talabani, venu de Damas et qui va être alors désigné comme secrétaire général de la nouvelle formation.

Né en 1933 à Koy-Sanjak, diplômé de la faculté de droit de Bagdad, Jelal Talabani s'était vite fait connaître comme un des jeunes loups radicaux du PDK irakien. En 1961, il fait partie du petit groupe de minoritaires de ce parti qui veulent déclencher la lutte armée sans plus attendre, à une époque où la plupart des dirigeants du PDK préféraient temporiser, probablement sous l'influence du parti communiste irakien.

Jelal Talabani entretient alors des relations privilégiées avec le général Barzani – aujourd'hui disparu – qui l'appelait son fils. Mais après le cessez-le-feu du 10 février 1964, il est parmi les dirigeants du PDK qui, avec Ibrahim Ahmed, Omar Dababa et Ali Askari, rompent avec Barzani qu'ils qualifient de *"personnalité tribale"* et considèrent même comme le *"plus grand danger pour la révolution kurde"*. Après une brève résistance, ils sont obligés de se réfugier en Iran. Aveuglés par leur haine de Barzani, les talabanistes se rallieront, au début de 1966, au régime du Baas, et formeront des unités regroupant environ deux mille mercenaires, les *Jash* qui,

jusqu'à la signature de l'accord du 11 mars 1970, poursuivront la lutte contre les pechmergas du général Barzani.

Qualifié par ses amis de *"brillant théoricien et de meneur d'hommes"*, universellement apprécié pour sa jovialité et sa faconde, Jelal Talabani est une personnalité politique

déroutante : en effet, après avoir reproché au général Barzani de s'être allié au chah d'Iran, il devait, lui, s'allier à un autre oppresseur du peuple kurde, le général Hafez al Assad, président syrien, qui voit en lui un instrument pour déstabiliser l'Irak, exactement comme le chah avait utilisé Barzani.

De fait, en 1976, Damas devient la capitale de la résistance kurde irakienne, lui fournissant armes et argent. Le congrès de septembre 1977 de l'UPK élira aussi un bureau politique et un comité central comprenant des représentants des trois mouvements constitutifs, et se donne pour slogan : *"Autonomie pour le Kurdistan et démocratie en Irak"*, formule identique à celle du PDK iranien. Son secrétaire général nous a ainsi précisé la position de l'UPK sur la question de l'autonomie : *"... Je n'ai pas peur d'être qualifié de séparatiste. Le peuple kurde vit dans un pays divisé artificiellement."*



*Nous ne sommes pas une minorité, mais une nation. Cependant, aujourd'hui, nous nous battons pour l'autonomie. Ma génération ne verra probablement pas l'indépendance du Kurdistan".*

Son parti fonde sa stratégie sur la participation au regroupement national irakien, comité de coordination de l'opposition irakienne, dans lequel on trouve, aux côtés de l'UPK, des organisations politiques arabes comme le Mouvement socialiste arabe (issu du mouvement nationaliste arabe), le Baas de gauche (faction pro-syrienne du Baas irakien), le Commandement central du Parti communiste irakien (issu d'une scission du PCI), et divers mouvements d'inspiration nas-sérienne : Parti du Congrès d'ayat Saïd Thabet, réfugié en Libye ; Parti socialiste de Rachid Mohsen, ancien chef des services de renseignement d'Aref réfugié au Caire, et Parti de l'unité.

"Ainsi, souligne Jelal Talabani, *personne ne peut nous accuser d'être pro-sionistes ou pro-impérialistes*". Malgré le scepticisme que peut inspirer la caution apportée à l'UPK par des organisations fantomatiques au sein du regroupement, il est certain que Jelal Talabani a pu nouer des liens très étroits avec les régimes de Damas (par l'intermédiaire du Baas de gauche) et d'Aden (par l'intermédiaire du Mouvement socialiste arabe), de telle sorte que l'armement de son mouvement est assuré. L'UPK contrôle de trois mille à trois mille cinq cents pechmerga placés sous le commandement d'Ali Askari. Dès 1977, de violents affrontements les opposent aux unités hélicoptères de l'armée irakienne. Mais trois mois à peine après le congrès de cette année-là, l'UPK engage des négociations avec le régime de Bagdad à l'initiative des Palestiniens qui, depuis le voyage du président Sadate à Jerusalem, souhaitent voir l'Irak se joindre au front de la fermeté. Ali Askari rencontre Saddam Hussein le 23 novembre 1977 à Bagdad. Les négociations portent sur trois points essentiels : l'application du statut d'autonomie, la légalisation des partis, la situation dans la bande frontalière de 20km de large dans laquelle tous les villages ont été rasés et les habitants déplacés.

Le vice président irakien répond alors

que toute application d'un statut a ses défauts, que la légalisation des partis ne peut se faire que dans le cadre du front national, et que, en ce qui concerne la bande frontalière, il n'y a pas de discussion possible. Les mêmes mesures sont appliquées dans les régions arabes. C'est l'échec, et les opérations reprennent après

*"Ma génération ne verra probablement pas l'indépendance du Kurdistan".*

*JELAL TALABANI*

le retour d'Ali Askari au Kurdistan.

La reprise de la lutte armée au Kurdistan irakien par la gauche kurde aura pour conséquence imprévue la résurrection du PDK animé par les proches du général Barzani. Quelques semaines après l'accord d'Alger du 6 mars 1975, Sami, l'un des plus proches collaborateurs du général Barzani, le Premier ministre du bastion kurde, avait reconnu que le mouvement armé kurde est fini... Politiquement, cette équipe de dirigeants est finie. L'équipe du général Barzani devait, en effet, se disperser, les uns restant en Iran, d'autres se réfugiant en Europe ou aux Etats-Unis, certains encore, comme Habib Kerim, ancien secrétaire général du PDK, allant même jusqu'à profiter de l'amnistie pour retourner à Bagdad.

Mais le général lui-même ne devait pas tarder à réagir à l'arrivée au Kurdistan des premiers commandos de l'UPK. Au printemps 1977, il demande à son fils Idris d'envoyer au Kurdistan quatre anciens chefs militaires en qui il a toute confiance : Arif Yacine, Hamid effendi, Mullazem Younis et Moustafa Nerway, pour reprendre la lutte armée.

Au même moment, l'autre fils du général, Massoud Barzani, crée une direction provisoire du PDK, dans laquelle on retrouve quelques anciens tels Sami, Ali Abdoulla et Nouri Shawess, mais surtout des personnalités de second plan et d'anciens cadres du Parastin, les services spéciaux kurdes, dont Massoud était le

*Dessin paru dans Le Monde Diplomatique de septembre 1980 reproduit avec l'aimable autorisation de Plantu*



chef.

Les partisans du général éprouvent de grandes difficultés pour relancer la lutte armée : la situation est très mauvaise pour les Kurdes vivant en Iran dans des camps de réfugiés, où ils sont surveillés de près par la SAVAK. S'ils réussissent à s'en évader et à pénétrer en Irak, les émissaires du général, pourchassés par l'armée irakienne, ne peuvent rester plus de vingt-quatre heures dans le même village. Mais le régime irakien poursuit une politique systématique de répression, d'arabisation et de déplacement de populations, qui fait vite oublier à beaucoup de Kurdes les erreurs du général Barzani – en particulier dans le Badinan, région à population en majorité tribale.

En outre, grâce à l'aide des tribus kurdes de Turquie et du PDK de Turquie, les barzanistes peuvent bientôt disposer d'une force d'environ trois mille pechmerga opérant à partir de bases situées à la frontière turco-irakienne.

Le conflit entre talabanistes et barzanistes était inéluctable : contrôlant l'accès du Badinan, les partisans de Massoud Barzani gênaient considérablement les communications des talabanistes avec la Syrie et compromettaient l'acheminement de leur armement.

Au printemps 1978, Jelial Talabani envoie plusieurs centaines de pechmerga, placés sous les ordres d'Ali Askari et du docteur Khaled, "nettoyer le Badinan" et chercher des armes en Syrie. Début juin, une bataille meurtrière oppose talabanistes et barzanistes en territoire turc. Pour les premiers, c'est la déroute : Ali Askari, le docteur Khaled et cheikh Hussein, chef yézidi, sont capturés et exécutés par les barzanistes. Tandis qu'une cinquantaine de pechmerga de l'UPK sont tués, deux cents à trois cents autres sont faits prisonniers et une dizaine meurent de froid.

À la suite de cette bataille, le Mouvement socialiste du Kurdistan est décimé. Ses survivants abandonnent Jelial Talabani et rallient le Comité préparatoire du PSK du Dr Mahmoud Osman, ancien membre du politburo du général Barzani qui avait cherché en vain à s'intégrer à l'UPK.

En août 1979, le Dr Mahmoud Osman fonde, avec Rassoul Mamand et Taher Ali Wali, le Parti socialiste unifié du Kurdistan irakien, s'efforçant de suivre une troisième voie, à gauche du PDK, mais sans se livrer aux compromissions de l'UPK. Sans moyens, avec de maigres effectifs, le

Dr Mahmoud Osman doit se battre à la fois contre les soldats de l'armée irakienne et contre les partisans de Jelial Talabani, dont il avait pourtant partagé la tente jusqu'au 21 mars 1979...

À son tour, au début d'octobre 1979, il va négocier à Bagdad avec Saddam Hussein pour demander une application loyale du statut d'autonomie. Mais en vain.

La même année, deux événements plus importants allaient bouleverser l'échiquier kurde irakien : la rupture du parti communiste irakien avec le régime de Saddam Hussein, et la révolution iranienne.

Longtemps gardée secrète par les communistes irakiens, qui s'efforçaient de sauvegarder les privilèges de leur parti – une existence légale, avec deux ministres au gouvernement, des bureaux, des journaux – la dégradation des relations entre le PC et le Baas éclate au grand jour après la publication d'un rapport du comité central du PCI sur ces relations : en mai 1978, une trentaine de cadres du parti sont exécutés.

Quelques mois plus tard, la rupture est totale : le 13 mai 1979, la police baasiste saisit les presses de *Tariq al Chaab*, le journal du PC, et ferme le siège du parti quelques jours plus tard. En août 1979, Tariq al Chaab reparait dans la clandestinité, après une réunion du comité central du parti, qui décide de rompre toutes relations avec le Baas, refuse de négocier avec le régime de Saddam Hussein et invite tous les membres du parti à lutter contre lui

#### Irak 1979

Jelial Talabani, secrétaire général de l'UPK, avec ses pechmergas



jusqu'à sa chute.

## UN FRONT CONTRE LE BAAS

À la fin de l'année 1979, plusieurs membres du Politburo et du comité central du PCI avaient installé leur quartier général dans la Vallée des partis, près de celui de Jelial Talabani, d'où ils dirigeaient la lutte armée contre le régime baasiste. D'autre part, le PCI invitait toutes les organisations irakiennes à constituer un front démocratique. L'isolement du Baas est désormais total.

Mais la réalisation du front pose de délicats problèmes politiques. Le PCI, invitant, en effet, à se réunir au sein d'une même organisation, le PSU du Dr Mahmoud, l'UPK de Jelial Talabani, et le PDK de Massoud Barzani qui se livrent toujours une lutte acharnée.

La révolution iranienne allait cependant avoir des répercussions plus considérables. Jusqu'aux derniers jours du régime du chah, les pechmergas de l'UPK avaient dû se battre sur deux fronts : lorsque, en novembre 1978, l'armée irakienne lance une offensive de grande envergure contre le quartier général de Jelial Talabani dans la Vallée des partis, l'armée iranienne prend position de l'autre côté de la rivière, et le gouvernement de Téhéran autorise même un colonel irakien à se poster en territoire iranien, sur une des montagnes qui domine la vallée, pour diriger les opérations : la neige, qui se mit à tomber sans interruption, devait sauver les maquisards kurdes, paralysant les hélicoptères de l'armée irakienne, tandis que plusieurs dizaines de soldats mouraient de froid... Depuis la révolution iranienne, le territoire iranien est devenu un sanctuaire pour les pechmergas de l'UPK.

## À L'ÉPREUVE DU POUVOIR ISLAMIQUE EN IRAN

En Iran, la révolution devait être, pour le PDKI, l'occasion inespérée de réaliser les deux objectifs de son programme : autonomie au Kurdistan iranien et

démocratie en Iran. Mais ses dirigeants ne cachent pas que les événements sont allés trop vite : du jour au lendemain, un parti clandestin qui s'était fixé pour objectif un adhérent par tranche de mille habitants (soit cinq mille membres pour l'ensemble du Kurdistan iranien), a dû prendre en main l'administration d'un territoire vaste comme environ le cinquième de la France.

En quelques mois, les dirigeants kurdes ont dû se rendre à l'évidence : la chute du chah n'avait pas apporté à l'Iran la démocratie qu'ils souhaitaient et, dès le mois d'août 1979, il leur fallut faire face à une brutale offensive. Une fois de plus, ils furent pris de court : la plupart d'entre eux étaient encore à Mahabad quand l'armée lança son assaut, et c'est dans la plus grande improvisation qu'il leur fallut

*À la fin de l'année 1979,  
l'isolement du Baas est  
désormais total*

se replier dans les montagnes et installer leur quartier général dans la Vallée des partis. Pendant plusieurs semaines, Abdoul Rahman Ghassemlou, secrétaire général du PDKI, eut pour tout abri un rocher en surplomb, qui avait accueilli avant lui des générations de bergers. Un an plus tard, après une trêve hivernale ponctuée de négociations, nouvelle offensive. À la surprise de beaucoup, les Kurdes iraniens ne sont pas écrasés par le matraquage de l'artillerie et de l'aviation iraniennes.

Les responsables sont très discrets sur leur organisation militaire, mais ils reconnaissent disposer d'environ cinq mille soldats, répartis en huit hez, ou armées. Leur armement ? Beaucoup de G-3 ; des armes automatiques de fabrication américaine ; des Kalachnikovs ; quelques fusils Brno ; des RPG-7, redoutables armes antichars ; des mitraillettes Uzi (fabriquées en Iran sous licence israélienne). Presque toutes ces armes portent des inscriptions de l'armée iranienne, et beaucoup sont même gravées aux armes de l'Empire.

Très peu de temps après la révolution, les Kurdes s'étaient en effet emparés de la garnison de Mahabad ; puis, fin août 1979,

de celle de Sardacht, où ils trouvèrent un armement considérable. À Mahabad, plus de trois mille fusils, et beaucoup d'armes lourdes : des RPG-7, des douchkas (mitrailleuses) mais aussi des canons de 86 millimètres et de 105 millimètres, et même des missiles TOW. Même chose à Sardacht, où les maquisards se sont appropriés des dépôts considérables de vivres et de munitions. "Nous avons dépensé des fortunes, nous confia A.R. Ghassemlou, pour payer les camionneurs qui ont transporté tout cet équipement en lieu sûr". Si l'on sait qu'au marché noir, en Iran, une Kalachnikov ne vaut pas moins de 15.000 francs et une balle 15 francs, on réalise aisément ce qu'a représenté pour les Kurdes la capture de ces deux garnisons iraniennes : "Cela nous suffit pour cinq ans", se plaît à répéter Ghassemlou. Cependant, ils ont tout de même des problèmes de munitions, sont démunis d'armes anti-aériennes, exception faite pour des douchkas, et restent très vulnérables aux assauts des chasseurs bombardiers et, surtout, des hélicoptères de l'armée iranienne.

## LE JEU DE BAGDAD

Le PDK iranien (PDKI) est souvent soupçonné de recevoir une importante aide de l'Irak, en argent et en armes. Son secrétaire général affirme, lui, que cette aide s'est limitée à l'accueil des réfugiés qui avaient évacué les villes kurdes au moment de l'assaut des forces iraniennes, pendant l'été 1979, et au traitement dans les hôpitaux irakiens des blessés graves qui ne pouvaient pas être soignés sur place.

"Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas reçu d'armes des Irakiens", affirme-t-il. Et il ajoute : "Si dans le futur nous acceptons une aide irakienne, cela sera uniquement aux conditions suivantes :

Elle ne devra pas être donnée au détriment du peuple kurde d'Irak, ni du peuple irakien tout court – ce qui veut dire que nous n'accepterons pas de nous livrer en contrepartie à une action quelconque contre les talabanistes ou les barzanistes.

"Nous devons toujours être en mesure de refuser cette aide ; à aucun prix nous ne devrions nous mettre dans une situation de dépendance".

"Pour l'instant, poursuit A.R. Ghassemlou, les Irakiens nous proposent des "parachut", un modèle court du Brno ; nous n'en avons

*pas besoin : nous voulons des SAM-7, des douchkas de fabrication soviétique, pour pouvoir lutter contre les hélicoptères... mais je ne crois pas que les Irakiens nous en donneront".*

En fait, les Irakiens agissent aujourd'hui au Kurdistan iranien comme le chah le fit contre eux, au Kurdistan irakien, avant l'accord du 6 mars 1975 : Saddam Hussein cherche plutôt à déstabiliser l'Iran qu'à aider les Kurdes à obtenir leur autonomie. C'est ainsi qu'il fait distribuer des armes aux chefs des tribus kurdes Jaf dans la région de Kasr Chirin, cherchant à renforcer les éléments incontrôlés. Par ailleurs, il aide le général Oveissi qui, de Bagdad, essaie de recruter des tribus kurdes pour lancer un mouvement contre-révolutionnaire financé par l'entourage de l'ex-chah.

Si ses dirigeants ont pu se laisser surprendre par les événements, le PDKI est de loin, parmi toutes les organisations kurdes, celle qui nourrit le projet politique le plus élaboré. Les militants du komala iranien (organisation maoïste implantée surtout dans la région de Merivan et de Sanandaj) reprochent souvent aux leaders du parti d'être des démocrates, de s'être réfugiés à l'étranger, en Irak ou en Europe, pendant qu'ils luttèrent, eux, sur place contre l'oppression du chah.

Pourtant, Ghani Boulourian, l'un des membres du politburo du PDKI, a passé les vingt-cinq années qui ont précédé la chute du chah dans les prisons iraniennes ; tandis que le secrétaire général, Abdoul Rahman Ghassemlou, fut en 1954 parmi les fondateurs du comité de Mahabad à l'origine de l'actuel parti, et contribua, en 1956, à la rédaction du premier programme du parti. Dominant très nettement par sa personnalité et sa culture politique le mouvement kurde de ce dernier quart de siècle, Abdoul Rahman Ghassemlou, qui détient le poste de secrétaire général depuis 1971, est né en 1930 dans un des petits villages que son père, féodal kurde iranien, possédait à l'ouest du lac d'Ourmié. Il eut, très jeune, une période mystique, dont il conserve une excellente connaissance du Coran et de la langue arabe. Mais, très vite, il devait lire les ouvrages sur le marxisme qui circulaient alors sous le manteau en Iran, et lorsqu'il arrive en France, en 1949, pour y commencer ses études universitaires, il est déjà acquis aux idées révolutionnaires. Pour avoir participé à des réunions contre le chah, il se voit privé de sa bourse par l'ambassade. Il poursuivra ses études en

Tchécoslovaquie.

Dans une vie ponctuée d'exils, trois épisodes ont contribué à modeler sa pensée politique : En 1953, à l'époque de Mossadegh, Ghassemlou milite à Téhéran dans un PDK qui est dans la mouvance du Toudeh. Il assiste, impuissant, à l'effondrement du mouvement de Mossadegh et rompt bientôt avec le Toudeh, qui avait renoncé à déclencher une insurrection.

En 1968, il est à Prague, où, après avoir obtenu un doctorat de sciences économiques, il enseigne à l'université Saint-Charles. Le 20 août, il assiste à l'écrasement du socialisme à visage

*Iran 1979*

*De gauche à droite au premier plan, Adnan Mufti, Dr Mahmoud Osman, et Rassoul Mamand, avec les pechmergas du Parti socialiste du Kurdistan (PSK)*

*Iran 1979*

*Cheikh Ezzedine Hussein, chef spirituel des Kurdes iraniens, proche du Komala, priant à son QG de la vallée des partis*



humain de Dubcek par les chars du pacte de Varsovie.

Enfin, de 1970 à 1974, il se trouve à Bagdad comme expert au ministère du plan. Après la signature de l'accord du 11 mars 1970, accordant l'autonomie aux Kurdes irakiens, il observe la lente dégradation des relations entre le général Barzani et le gouvernement de Bagdad. Il suit aussi de très près les ultimes négociations sur le statut de l'autonomie qui ont précédé la reprise de la guerre en 1974. Plus que tout autre dirigeant nationaliste, il sait que si les Kurdes savent faire la guerre, ils ne savent pas gagner les négociations.

À la même époque, il dirige de Bagdad la réorganisation de son parti en Iran, avec le soutien des Irakiens. Il connaît personnellement les dirigeants baasistes, et ne se fait guère d'illusions sur leurs motivations. Lorsqu'en 1974, Saddam Hussein lui demande de condamner Barzani dans le journal Kurdistan du PDK iranien, Ghassemlou refuse ; le Baas interdit alors la publication de ce journal. Ghassemlou quitte l'Irak. Parlant couramment six ou sept langues, doté d'une mémoire colossale et d'un sens de l'humour à toute épreuve, Abdoul Rahman Ghassemlou aurait sans doute une expérience politique suffisante pour arracher à un grand pays comme l'Iran l'autonomie d'une de ses provinces. Resté marxiste, quoi qu'en disent ses adversaires, il veut instaurer au Kurdistan un socialisme démocratique. *"Nous ne sommes pas, précise-t-il, des sociaux-démocrates comme Kreisky, qui gère le capitalisme. Nous voulons le socialisme, comme en Tchécoslovaquie, mais avec la démocratie"*.

## AUTONOMIE ET SÉPARATISME

Dès les premiers contacts au printemps 1979, les négociations entre le PDK iranien et l'imam Khomeini butent sur le concept même de l'autonomie. Lorsque, au mois de mars 1979, une délégation kurde lui remit un mémorandum détaillé sur les revendications du peuple kurde, l'imam fit une longue péroraison, dans le style vague qui lui est propre, sur le thème :

*"Nous sommes tous des musulmans, il faut préserver notre unité : dans ce cadre, nous aurons tous les mêmes droits"*.

Les délégués kurdes souhaitant expliciter ces droits, l'imam Khomeini ajouta : *"Il n'y a pas de problème, vous aurez des routes, des écoles, des hôpitaux"*. Les délégués insistent encore : *"Mais nous voulons nos droits politiques, nous voulons l'autonomie"*. L'imam demande alors : *"Cela n'est pas contre l'unité de l'Iran ? Non ? Bien, alors voyez cela avec Bazargan"* (Premier ministre à l'époque).

*" Si on se bat longtemps,  
on se battra pour plus que  
l'autonomie "*

ABDOUL RAHMAN  
GHASSEMLOU

*Mais lorsque les délégués kurdes exposèrent au Premier ministre leur conception de l'autonomie, Bazargan s'écria : "Mais c'est le séparatisme"*.

Que demandent les Kurdes iraniens ? Le 1<sup>er</sup> mars 1980, le PDKI remettait à un émissaire du président Bani Sadr un texte en six points résumant leurs revendications :

- 1) Les droits nationaux du peuple kurde, sous la forme de l'autonomie, doivent être inscrits dans la constitution.
- 2) Les limites géographiques du Kurdistan seront choisies en tenant compte des facteurs historiques et géographiques, et de la décision de la majorité des habitants des régions concernées.
- 3) Le Kurdistan autonome élira un conseil général au suffrage universel.
- 4) Le conseil général du Kurdistan autonome élira une commission exécutive pour diriger les affaires économiques culturelles et administratives.
- 5) La langue kurde sera considérée comme langue officielle au Kurdistan, à côté du persan.
- 6) Toutes les affaires intérieures, y compris la sécurité, seront du ressort des organes autonomes locaux.

Ce que refuse le président Bani Sadr, comme avant lui Bazargan, c'est la création d'institutions autonomes propres au Kurdistan : le regroupement des

quatre provinces kurdes dans une seule entité, l'élection d'un conseil général (que les Kurdes appellent aussi assemblée nationale du Kurdistan). En revanche, il est prêt à accorder certaines concessions socio-économiques et une plus large décentralisation. Car la mise en place d'une entité autonome kurde, pour les dirigeants actuels, ouvrirait la porte au séparatisme. Ils se montrent de surcroît convaincus que les chefs du mouvement nourrissent le rêve d'un Grand Kurdistan qui remettrait en cause les frontières de la région. Pourtant, le secrétaire général du PDKI a fait preuve, tout au long de sa carrière, d'une remarquable constance, s'obstinant à limiter sa revendication à l'autonomie du Kurdistan iranien. En 1958, de retour de Bagdad, après la révolution irakienne, le général Barzani avait déclaré un jour à A.R. Ghassemlou : *"Pour moi, les frontières n'existent pas"*, et il lui avait proposé de créer un seul parti pour les Kurdes d'Iran, d'Irak et de Turquie, dont son interlocuteur serait le secrétaire général. Ghassemlou refuse cette offre. Vingt ans plus tard, dans un essai sur le Kurdistan iranien (3), A.R. Ghassemlou devait écrire que, *"s'il y a clairement des conditions économiques, politiques et sociales similaires" dans toutes les parties du Kurdistan qui leur donnent un "aspect commun", "il ne faut pas exagérer ces caractéristiques communes"*, soulignant que *"ce ne sont pas seulement les frontières qui séparent" les Kurdes de Turquie, d'Iran et d'Irak, car, pendant plusieurs dizaines d'années, ils ont aussi subi des influences différentes dans les pays dans lesquels ils vivent – rejoignant ainsi les thèses soutenues en Turquie par Ozgurluk*.

Évoquant, dans son refuge de la Vallée des partis, le fonctionnement des futures institutions autonomes du Kurdistan, le secrétaire général du PDKI devait dire : *"Le gouvernement central gardera pour lui un certain pourcentage des revenus pétroliers : 30 à 40%. Le reste doit être réparti au prorata de la population. S'ils refusent ? S'ils veulent que le Kurdistan reste dans le cadre de l'Iran, ils doivent nous donner une partie du revenu pétrolier"*.

Une autre fois, envisageant l'hypothèse d'une lutte prolongée, il remarquera : *"Si on se bat longtemps, on se battra pour plus que l'autonomie. Hani al Hassan (qui avait transmis un message du PDKI à l'ayatollah) a averti : au début, nous les Palestiniens, nous nous battions pour rester chez nous. Puis le nombre des martyrs a*

augmenté, et nous nous serions contentés d'une décentralisation administrative. Après, nous avons voulu l'autonomie. Maintenant, nous voulons l'indépendance"... Cependant, le secrétaire général ajoutera aussitôt que "si le gouvernement iranien nous accorde le statut d'autonomie irakien de 1974 – avec son exécutif et son législatif – nous l'acceptons tout de suite... Évidemment, pas de la façon dont il est appliqué en Irak".

## CONTRADICTIONS EXACERBÉES

Occasion historique inespérée pour le mouvement national kurde, la révolution iranienne a encore accentué les contradictions entre les diverses

*Le soulèvement du Kurdistan iranien est-il condamné à être écrasé à son tour, comme le fut, il y a cinq ans, celui du général Barzani au Kurdistan irakien ?*

organisations ;

Cherchant à s'assurer des appuis au Kurdistan, Jelial Talabani a tout d'abord contribué à armer les militants du komala iranien avant de nouer des relations avec l'un des gendres de l'imam Khomeini. Lorsque l'armée iranienne attaque les pechmergas kurdes iraniens, il se pose en médiateur. Le prix de cette médiation, que récuse le PDK iranien : il y avait au Liban et en Syrie d'importantes cargaisons d'armes – en particulier des armes lourds contre les chars et les hélicoptères – qu'il était difficile de faire transiter par la Turquie. La solution idéale consistait à obtenir de l'imam Khomeini l'autorisation de les faire livrer directement en Iran, par avion. Interrogé sur ce point, Jelial Talabani avoue avec un sourire désarmant : "Pourquoi pas ? Cela pourrait être le prix de ma médiation". Les barzanistes se sont, eux aussi,

empressés d'exploiter les possibilités que leur offrait la chute du chah : après avoir rencontré à deux reprises l'imam Khomeini, Massoud Barzani obtenait une totale liberté de mouvement pour les dizaines de milliers de Kurdes irakiens encore réfugiés en Iran et se voyait remettre l'équivalent de 30 millions de francs, et deux mille armes – des armes que les pechmergas irakiens avaient dû remettre à l'armée iranienne en franchissant la frontière après l'accord du 6 mars 1975.

Mais le prix de ces nouvelles relations que Massoud Barzani venait d'établir avec l'imam était clair : ses partisans devaient être les "gendarmes du Kurdistan". Une série d'incidents illustrent cette situation. À Ouchnou, au cours d'une manifestation, l'an dernier, les pechmergas irakiens tirent sur la foule, tuant six personnes. Lors de l'offensive de l'été 1979, un des chefs

kurdes iraniens, Taher Khan, fils de Simko, doit attaquer Ourmié avec sa tribu, pour réduire la pression de l'armée iranienne sur Mahabad. Massoud Barzani pèse alors de toute son influence pour l'empêcher d'intervenir. À Pavé, enfin, les pechmergas du PDKI ont encerclé le ministre iranien de la défense et sont sur le point de le capturer quand ils se trouvent à court de munitions : les partisans de Massoud Barzani avaient bloqué la route par laquelle étaient acheminés leurs renforts. Évoquant ces incidents, A.R. Ghassemlou ne mâche pas

ses mots : Massoud Barzani et ses partisans sont des jash, des mercenaires travaillant pour l'imam Khomeini. La réunion du 4 au 9 novembre dernier (1979), en territoire iranien, près de Ziweh, du congrès du PDK irakien, au cours duquel Massoud Barzani devait être élu président du parti, confirmerait l'existence de relations particulières entre son mouvement et le régime islamique.

Si les Kurdes iraniens ne peuvent espérer aucune aide des organisations irakiennes, celles de Turquie, favorables à l'indépendance, fournissent une certaine assistance au PDKI. Mais l'étroit carcan idéologique dans lequel ces organisations se meuvent les empêchent de saisir l'ampleur des événements historiques qui se déroulent à leur porte. Alarmé par les dissensions et le nombre des règlements de comptes, Ghassemlou a décliné l'offre

de celles qui lui proposaient d'envoyer des combattants participer à la lutte contre l'armée irakienne.

Le mouvement national kurde est-il pour autant condamné ? Le soulèvement du Kurdistan iranien est-il condamné à être écrasé à son tour, comme le fut, il y a cinq ans, celui du général Barzani au Kurdistan irakien ? Et qu'en serait-il demain du Kurdistan turc si, à son tour, il prenait les armes ? On assiste en ce moment au Kurdistan turc à une prise de conscience que la gauche turque et le pouvoir à Ankara ignorent avec le même aveuglement. Et le refus des autorités de Téhéran d'accorder aux Kurdes iraniens l'autonomie annonce la poursuite de la lutte. C'est ainsi que risque, finalement, de jaillir l'étincelle qui déclenchera la marche vers l'unification du mouvement.

(1) En tout, 15 à 17 millions. En l'absence de statistiques, ces chiffres ne sont que des estimations probablement en dessous de la réalité. En Syrie, les Kurdes ne représentent, tout au plus, que 10 % de la population et sont regroupés essentiellement dans la Djéziré, le Kurd-Dagh (montagne des Kurdes), près d'Alep, et dans les grandes villes. Relativement peu nombreux, ils n'ont jamais joué qu'un rôle marginal : ils ont cependant, traditionnellement, fait bénéficier les Kurdes de Turquie, d'Irak et d'Iran du sanctuaire syrien. Sur les Kurdes d'URSS, voir la remarquable étude de Kendal publiée dans l'ouvrage collectif *Les Kurdes et le Kurdistan*, paru chez Maspero (Paris, 1978).

2) Toutes les citations reprennent des propos qui nous ont été tenus lors d'entretiens avec leurs auteurs en novembre 1979 et mai-juin 1980.

3) A.R. Ghassemlou, *Iranian Kurdistan*, 1978 (36 pages, éditeur et lieu de publication non précisés dans l'ouvrage).

*Le Monde Diplomatique*, Septembre 1980